



# Non à l'Austérité :

## Cette dette n'est pas celle des travailleurs !

CGT-INRA : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'Ecole – Tél : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50 – Mail : [cgt@inra.fr](mailto:cgt@inra.fr)

### Comme en Grèce, les plans d'austérité se succèdent désormais en France.

A peine le gouvernement Sarkozy- Fillon a-t-il annoncé son nouveau plan que la Commission Européenne le somme d'en faire un autre sous peine de perdre la confiance des « marchés » - le terme pudique désormais commun pour désigner les banquiers et spéculateurs. **Pourtant le plan adopté au Conseil des Ministres du 7 Novembre constitue déjà une attaque frontale contre nos droits et acquis sociaux**, avec la volonté de prélever 7 milliards€ dès 2012 sur nos retraites, allocations familiales, dépenses de santé,...

Par ce plan, le gouvernement indique vouloir accélérer l'ensemble des contre-réformes engagées depuis 2007, et notamment la loi Fillon-Woerth contre laquelle nous étions des millions à manifester l'an passé. L'ensemble des arguments avancés à l'époque sur la nécessité de préserver les retraites des jeunes générations à l'horizon 2050 se révèlent ainsi fallacieux aux yeux de tous : le but était bel et bien de rogner financièrement, et tout de suite, sur nos retraites. L'avancée du passage de l'âge légal de départ à 62 ans de 2018 à 2017 permettrait ainsi de prendre 100 millions€ supplémentaires sur nos retraites dès 2012, avec des conséquences palpables pour les générations 1952 à 1956. Une batterie d'autres mesures va dans le même sens :

- Gel des aides au logement et allocations familiales à 1% d'augmentation au lieu des 2.3% prévus en 2012.
- Limitation des dépenses d'assurance-maladie, s'ajoutant aux 2,2 milliards€ d'économies sur les indemnités journalières et les médicaments déjà prévus au budget de la Sécu... alors que dans le même temps on apprend que le montant des exonérations patronales s'élève à 30 milliards€ pour 2010 (source ACOSS - Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale).
- Augmentation de la TVA de 5.5 à 7%, pénalisant notablement les possibilités de consommation de la plus grande partie de la population.
- Gel du barème de l'impôt sur le revenu, se traduisant par une ponction de 1,7 milliard€ dans les poches des ménages...alors que le bouclier fiscal est préservé pour les plus fortunés.
- Et maintenant, tentative d'imposer un jour de carence pour nos arrêts maladie (c'est-à-dire ne pas nous payer le 1<sup>er</sup> jour d'arrêt !) au nom d'une soi- disante équité avec le privé alors que l'égalité de traitement devrait signifier aligner le privé sur le public et supprimer les 3 jours de carence dans le privé !

### Comme le dit le gouvernement, l'unique objet de ce plan est la réduction des dépenses publiques. Au profit de qui ? Au nom de quelle « dette » ?

Cadeaux fiscaux systématiques et allègement d'impôts pour les plus riches, exonérations en tous genres pour le patronat, renflouement des banques à la suite de la crise de 2008, **autant de baisses de recettes de l'Etat qui ont conduit à l'envolée entre 2007 et 2010 du déficit** (+ 85.5 milliards€) comme de la dette (1646 milliards€, + 45 milliards€), alors que parallèlement le gouvernement sabrait, à tour de bras dans les services publics et les emplois publics au nom de cette même dette qu'il a lui-même creusée !

Il suffit de voir la variation quasi-quotidienne des taux d'intérêts bancaires pour la Grèce, et maintenant l'Italie, pour comprendre que cette dette est en même temps devenue une rente pour ces marchés financiers.

Après leur renflouement par l'Etat (c'est à dire par nos impôts !), les banques sont ainsi doublement gagnantes !

*Cette dette n'est en rien celle des travailleurs !*

## Austérité à l'INRA : personnels et unités de recherche en ligne de mire !

Le gouvernement augmente en 2012 le crédit d'impôt-recherche de 174 millions d'euros (+ 3,4 %) pour l'amener à 5,268 milliards€ - 7 fois le budget INRA !!! - et il réduit de 23,1 millions d'euros les autorisations d'engagement et les crédits de paiement pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche Publique « au titre de la mise en œuvre du plan d'économies supplémentaires ». Le Ministre Wauquiez se targue cependant d'un budget des EPST en hausse.

Mais, le député UMP Pierre Lasbordes, rapporteur de la commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale, vient de vendre la mèche. Son rapport<sup>1</sup> indique que cette soi-disante hausse relève d'un artifice lié à l'inclusion dans le budget de mesures de financement du relèvement du taux de cotisation aux pensions. Il écrit ainsi que « *ce projet de budget se traduit par une diminution nette des moyens alloués à l'INRA* », intégrant aussi « *une réduction de dépenses de fonctionnement (-4 millions d'euros) correspondant aux économies appliquées transversalement aux opérateurs de l'État, et un rendu de crédits au titre du plan de relance de 2009-2010* » !

Le rapport préconise : « *l'INRA... devra poursuivre ses efforts de maîtrise de la masse salariale par la poursuite des mesures de gel d'emplois déjà réalisées en 2011* », en indiquant qu'un « *scénario où 40 nouveaux emplois seraient gelés est en cours d'analyse* ».

Le rapport poursuit en suggérant également à la Direction Générale de l'INRA de « *réduire le soutien de base de ses unités et renoncer à certaines opérations d'investissement* ».

De gel d'emplois en gels d'emplois, les emplois en question n'existent de fait plus ! En complément de l'application de la RGPP, en premier lieu sur les fonctions support, et des mutualisations tous azimuts, fusions de centres, de services, c'est une dégradation continue des conditions d'exercice de la recherche publique qui est à l'œuvre. Quant à réduire encore plus un soutien de base déjà exsangue, c'est « l'os » qu'on attaque !

C'est dans ce contexte de liquidation de la recherche publique que le gouvernement s'apprête à demander à l'INRA de signer un nouveau contrat d'objectifs en Décembre !

La CGT-INRA s'adresse à tous :

Ce contrat d'objectifs ne peut être signé !

***Rétablissement de tous les postes gelés en 2011 et aucun gel en 2012 !***

***Création des postes de titulaires nécessaires à une vraie résorption du travail précaire !***

***Maintien a minima du soutien de base, qui devrait être porté à 20000 € par part-chercheur !***

<sup>1</sup> Ce rapport est disponible sur le site de l'Assemblée Nationale, à cette adresse : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/budget/plf2012/a3807-tIX.pdf>